

Alerte à l'iode 131 sur l'Europe occidentale

Pierre Péguin, mars 2017.

La contamination de l'air en Europe occidentale par l'**iode 131**, connu pour sa dangereuse radioactivité a été mal mesurée, cachée à la population et enfin révélée par les mesures de la CRIIRAD. L'inquiétude est plus que légitime mais les organismes officiels cherchent des causes ponctuelles pour en minorer l'importance.

On a mis en cause un réacteur norvégien (il y a bien eu, le 24 octobre 2016 un incident significatif à Halden au sud-est d'Oslo, lors de manipulation du combustible usé), mis en cause aussi des laboratoires de fabrication de radioéléments utilisés en médecine, la Hongrie, etc. On s'empresse de rassurer : les taux mesurés sont des milliers de fois inférieurs à ceux observés dans nos campagnes aussi bien après Tchernobyl que Fukushima...Donc « circulez, rien à voir »....

Mais l'iode s'est propagé et la Criirad avance une hypothèse intéressante : et s'il s'agissait de conditions climatiques révélant une contamination désormais permanente de l'atmosphère ?

Certes l'iode 131 a une période courte d'à peine plus de 8 jours, et, au bout de 3 mois, il ne reste plus grand chose d'un rejet ponctuel. C'est d'ailleurs sa capacité à se désintégrer très rapidement qui le rend si dangereux, beaucoup d'atomes explosant et rayonnant en peu de temps créent des dommages irréversibles dans les organismes contaminés, en particulier au niveau de la thyroïde avide d'iode."

La contamination désormais plus ou moins régulière n'est-elle pas le résultat des rejets autorisés dans toutes les installations de l'industrie atomique : réacteurs nucléaires, gestion des combustibles et leur retraitement, laboratoires, etc ? Autorisations accordées d'autant plus facilement qu'il n'est pas possible de confiner les rejets d'iode 131 à des coûts économiquement supportables.

Tout est alors fait pour éviter que le public prenne conscience qu'on le soumet à son insu à une contamination grave qui, s'ajoutant aux autres agressions environnementales, contribue à l'épidémie de cancers, leucémies et autres pathologies.

Voilà pourquoi il est si difficile de faire reconnaître les dégâts thyroïdiens qui ont suivi Tchernobyl, les autorités interrompant même prématurément le registre des cancers en PACA/Corse, devenu trop démonstratif. Les études concernant les dégâts sanitaires de l'iode 131 sont **étouffées !** (voir le communiqué du 24-10-6 de Denis Fauconnier, Annie Thébaud-Mony, Chantal Lhoir et de la Criirad et le communiqué du 14 mars 17 de la Criirad).

Au nom du « rayonnement de la France » et de sa « grandeur », les pouvoirs publics pilotés par le CEA font vivre la population sous les risques permanents de contamination d'iode, tritium, césium, strontium, et autres radioéléments, et cela partout, quotidiennement.

À cette contamination inévitable et « ordinaire » s'ajoute la catastrophe atomique, que l'on jurait impossible et qui, maintenant, est quasiment prévue.

Alors que tout est fait pour qu'on ignore cette terrible situation, notre collectif dénonce le déni des droits fondamentaux et rappelle à tous que la seule issue raisonnable est l'**Arrêt du Nucléaire**.

Communiqué commun du 24/10/2016

Se sont associés à la CRIIRAD, le Dr Denis FAUCONNIER, Annie THÉBAUD-MONY (Association Henri PÉZERAT & [GISCOP93](#)) et Chantal LHOIR ([AFMT](#))

« Épidémie » de cancers de la thyroïde :

Faut-il poursuivre l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) pour délit de tromperie ?

L'InVS a célébré le 30ème anniversaire de la catastrophe de TCHERNOBYL avec un rapport qui constitue un véritable déni de droit pour les victimes, passées et à venir, des polluants cancérigènes.

L'augmentation de l'incidence des cancers de la thyroïde ne serait pas réelle mais proviendrait pour l'essentiel de l'amélioration du dépistage et de la découverte de micro-cancers qui n'auraient jamais atteint de stade clinique. Rien ne prouverait, en particulier, le rôle des pollutions radioactives.

Le 1er juin 2016, en réaction à cette publication, le Dr Fauconnier, l'Association Française des Malades de la Thyroïde, l'Association Henri Pézerat et la CRIIRAD ont adressé une demande au ministère de la Santé, ministère de tutelle de l'InVS.

Cinq mois plus tard, en dépit d'une relance, aucune réponse de fond n'est encore parvenue. Les signataires ont donc décidé de rendre publique leur critique des travaux de l'Institut de Veille sanitaire : méthodologie inadaptée, données non actualisées, erreurs de raisonnement.

Cet institut est désormais intégré dans Santé publique France qui a pour mission de « **protéger efficacement la santé des populations** », « d'anticiper et d'alerter par la veille et la surveillance épidémiologique ». Les associations demandent à Mme Touraine, ministre de la santé, des actes concrets prouvant la réalité de ces engagements : **la publication de toutes les données d'incidence sur le cancer de la thyroïde et la correction des erreurs de raisonnement qui biaisent l'analyse des données et conduisent à masquer l'impact de Tchernobyl.**

Cela fait 30 ans que les autorités françaises s'emploient à étouffer le bilan sanitaire de l'accident de Tchernobyl. Par exemple, aucune enquête officielle n'a jamais été ouverte, en dépit de demandes répétées, sur le [pic d'hypothyroïdies néonatales de 1986](#), alors qu'il constitue la preuve de l'importance de la contamination subie par la population et de la réalité des dommages. Pour que ceci ne se reproduise jamais, des garanties et des outils doivent impérativement être mis en place.

Face à l'explosion de l'incidence des cancers, il est impératif de mettre en œuvre des registres de cancer qualitatifs, documentant l'exposition personnelle et professionnelle des malades, et de réorienter d'urgence la recherche en santé publique, afin qu'elle soit effectivement au service de la connaissance, de la reconnaissance et de la prévention.

L'affaire du registre des cancers PACA Corse arrêté prématurément en 1996, 18 octobre 2016

Avant 1999 la France possède 7 registres régionaux de cancers pédiatriques. Le registre de la région PACA/ Corse est ouvert en 1984. (réf.1) Le 8 mars 1996 les épidémiologistes de l'IPSN rencontrent à Marseille les responsables du registre. Le 28 mars 1996 Annie Sugier, Directrice de l'IPSN (institut de protection et de sûreté nucléaire) fait une conférence de presse devant les journalistes du Nouvel Observateur ; l'AFP sort une dépêche, le Monde en fait sa Une : le registre PACA/Corse a enregistré un excès de cancers de la thyroïde pendant la période 92/94. 14 cas sur ces 3 années alors

que l'on avait seulement enregistré 3 cas entre 1984 et 1991, donc 3 cas en 8 ans. (réf.2 et réf.3) Ces chiffres sont accablants. Autour de Tchernobyl, en Biélorussie, c'est précisément au cours de ces années qu'ont été enregistrées les augmentations de cancers de la thyroïde de l'enfant. Une semaine plus tard la DGS (Direction Générale de la Santé) apporte un démenti. Il y aurait eu une erreur et une nouvelle répartition des cas est mise en avant. L'IPSN et l'ORS PACA s'étaient engagés « à vérifier l'exhaustivité des données recueillies par le registre régional et les analyser », propos publiés dans le Provençal/la Corse du 5 avril 1996 (réf.4 et 5). On n'a plus eu d'autres explications mais le plus troublant est que le registre a cessé de fonctionner à cette époque (1996) ! quand un registre dérange on l'arrête. (réf. 6) il est fort probable que ce registre avait également enregistré l'augmentation des leucémies aiguës de l'enfant constatées en Corse. En Belgique le Professeur Luc Michel (à l'Université Catholique de Louvain) a chiffré la recrudescence des cancers de la thyroïde des enfants dans son unité médicale spécialisées dans les glandes endocrines à l'hôpital de Mont Godinne.

Docteur Denis Fauconnier

14 mars 2017 / Clarification de la CRIIRAD à propos des rejets d'un réacteur nucléaire en Norvège

Confusion

Depuis quelques jours, circulent sur les réseaux sociaux, des messages très inquiétants comme "Alerte en ce jour (12 mars 2017) on apprend que la Norvège contamine toute l'Europe avec de l'iode 131 radioactive depuis plusieurs semaines (on évoque même fin octobre)..". Il s'agit d'une confusion entre deux évènements :

De l'iode 131 (isotope radioactif artificiel) a été détecté à de faibles niveaux dans l'air ambiant de plusieurs pays européens en janvier 2017. L'origine exacte de cet iode 131 n'est pas connue et plusieurs hypothèses sont envisageables. Voir communiqué CRIIRAD du 14 février 2017.

Il y a eu un incident sur un réacteur nucléaire en Norvège en octobre 2016, mais il n'y a pas à notre connaissance d'incident ou accident nucléaire actuellement en Norvège et les stations de mesure dont les résultats sont publiés sur le site du réseau Européen EURDEP ne montrent pas actuellement de radioactivité anormale en Norvège ou sur les pays proches.

Rejets d'iode 131 d'un réacteur Norvégien en octobre 2016

Il y a bien eu, le 24 octobre 2016 à 13H45 un incident significatif sur le réacteur nucléaire de l'IET à Halden au sud-est d'Oslo en Norvège, lors de manipulation du combustible usé. L'autorité Norvégienne de Protection Radiologique a signalé cet incident dans un communiqué du 25 octobre 2016.

Cet incident, qui a conduit à évacuer le personnel de la centrale, a entraîné des rejets radioactifs à l'atmosphère. Les autorités norvégiennes ont estimé le rejet à 150 millions de becquerels pour l'iode 131 et 24 millions de becquerels pour l'iode 132. A noter que le communiqué ne précise pas comment ces estimations ont été effectuées, ni leur niveau de fiabilité. On peut s'étonner d'ailleurs du fait que les autorités n'aient pas fait état des autres substances radioactives susceptibles d'avoir été rejetées (tritium, carbone 14, gaz rares radioactifs).

Heureusement, la situation a pu être maîtrisée. Cet « incident » d'octobre 2016 pose de nombreuses questions sur le plan de la sûreté (origine de l'incident), du défaut de transparence (l'exploitant n'a déclaré l'incident que 20 heures après), des insuffisances de la métrologie (pas d'évaluation de l'ensemble des rejets radioactifs).

L'ONG Norvégienne Bellona, avait fait part en 2004 d'inquiétudes sur la sûreté et dénoncé des fuites d'eau lourde et des rejets élevés de tritium (isotope radioactif de l'hydrogène).

En ce qui concerne les rejets d'iode 131 du 24 octobre 2016, en Norvège, les stations de mesure de l'iode 131 sous forme particulaire situées à Osteras, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Halden et à Arland, à 500 kilomètres au nord, n'avaient pas mis en évidence d'impact mesurable (données consultables sur le site EURDEP).

De l'iode 131 particulaire avait bien été détecté sur les filtres à air du 17 au 24 octobre 2016 avec des valeurs de l'ordre de 0,37 à 0,45 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$, mais la période de mesure s'arrêtait vers 6H du matin soit avant l'heure officielle des rejets. Dans les deux semaines suivantes, les niveaux d'iode 131 publiés restaient inférieurs aux limites de détection comprises entre $< 0,3 \mu\text{Bq}/\text{m}^3$ et $< 3,6 \mu\text{Bq}/\text{m}^3$.

Ces résultats posent un certain nombre de questions.

On peut s'étonner par exemple de l'absence d'échantillonnage pour la station d'Osteras pendant la période des rejets supposés. En effet les analyses portent sur un premier filtre pour la période du 17 au 24 octobre à 6H34, puis un second du 25 octobre à 11H30 au 26 octobre à 10H49. Il n'y a donc pas de mesure du 24 octobre à 6H35 au 25 octobre à 11H29 ?

On peut également déplorer l'absence de mesure de l'iode 131 sous forme gazeuse qui est dans de nombreux cas prépondérante par rapport à la forme particulaire. Et bien entendu, il convient de souligner que les stations de mesure sont à grande distance de la centrale et ne renseignent pas sur la contamination de l'air dans un rayon de quelques kilomètres.

A ce jour, rien ne permet de faire le lien entre les rejets d'iode 131 du réacteur de Halden en Norvège en octobre 2016 et la détection d'iode 131 dans l'atmosphère de plusieurs pays européens en janvier 2017.

Rappelons que la période physique de l'iode 131 est de 8 jours, l'activité de l'iode 131 rejeté le 24 octobre 2016 serait donc divisée par un facteur 1 300 au 15 janvier 2017. Par ailleurs, les niveaux d'iode 131 particulaire les plus élevés détectés en Europe en janvier 2017 étaient en Pologne (5,9 $\mu\text{Bq}/\text{m}^3$).

Il serait par contre souhaitable que des analyses indépendantes soient effectuées au voisinage du réacteur de Halden afin d'évaluer les niveaux d'exposition des riverains (analyses d'air, sol, précipitations et chaîne alimentaire).

Rédaction : Bruno CHAREYRON, ingénieur en physique nucléaire, directeur du laboratoire de la CRIIRAD avec le support technique de Jérémie MOTTE, ingénieur environnement, responsable du service Balises de la CRIIRAD.